



©We News © Carlos Diaz

# ÉTUDE DE CAS

*Mai 2025*



**Venezuela et Mozambique**  
*Quand les armes ont raison  
de la mobilisation populaire*

# TABLER DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>UNE MOBILISATION EXEMPLAIRE</b>	<b>4</b>
<b>À L'ÉPREUVE DE LA FORCE</b>	<b>8</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>8</b>
<b>SOURCES</b>	<b>9</b>

## INTRODUCTION

Le Venezuela et le Mozambique partagent une même tragédie politique : celle d'une opposition qui, malgré son courage et sa persévérance, se heurte à un mur d'autoritarisme et d'impunité.

Depuis des années, ces deux pays sont dominés par des régimes qui ont vidé leurs institutions de toute substance démocratique et verrouillé le jeu politique. Au Venezuela, depuis l'accession au pouvoir d'Hugo Chávez en 1999, suivie de son successeur Nicolás Maduro en 2013, le pays a connu une dérive autoritaire marquée par des fraudes électorales et une répression systématique de l'opposition. De même, au Mozambique, le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) s'accroche au pouvoir depuis l'indépendance en 1975, avec des élections régulièrement entachées d'irrégularités et une marginalisation des partis d'opposition.

Face à cette confiscation du pouvoir, l'opposition et la société civile ont répondu par une mobilisation exemplaire, s'inscrivant dans la durée et défiant l'oppression. Pourtant, ces luttes acharnées n'ont pas débouché sur un changement positif. Cette impasse pose une question fondamentale : pourquoi, malgré la détermination populaire et l'ampleur des sacrifices consentis, ces régimes parviennent-ils à se maintenir ? Que faire lorsque la résistance pacifique se heurte à des mécanismes répressifs implacables et à une communauté internationale peu active ?

## UNE MOBILISATION EXEMPLAIRE

### *La force des mouvements de masse*

Tant au Venezuela qu'au Mozambique, la rue est devenue le théâtre d'une contestation inflexible.

Au Venezuela, les manifestations de 2024, déclenchées par une énième élection présidentielle entachée de fraudes, ont mobilisé des milliers de personnes dans les rues de Caracas, et à travers toutes les principales villes du pays. Selon les chiffres compilés par l'Observatorio Venezolano de Conflictividad Social (OVCS), 915 manifestations contre les résultats des élections ont été signalées, réparties dans tout le pays. Ces rassemblements ont mobilisé des centaines de milliers de personnes.



Caracas, le 4 août 2024, Dustfreeworld

De même, au Mozambique, les élections générales d'octobre 2024 ont suscité une vague de contestation après l'annonce de la victoire contestée du FRELIMO, parti au pouvoir depuis l'indépendance. Le 29 octobre, Mondlane appelle à une grève d'une semaine et à une marche de 4 millions de personnes sur Maputo le 7 novembre pour submerger les autorités mozambicaines face à l'ampleur de la manifestation. Ces manifestations donnent lieu à des affrontements avec la police. Mondlane affirme que 1,5 million de manifestants participent au rassemblement à Maputo le 7 novembre, dénonçant les irrégularités électorales. Les 7 et 8 décembre, des actions menées sur tout le territoire par les partisans de l'opposition ont partiellement paralysé le pays, y compris la capitale.

Les manifestants ont libéré des prisonniers, mis à sac un complexe hôtelier appartenant à l'ancien président, et détruit des statues de figures emblématiques du régime.

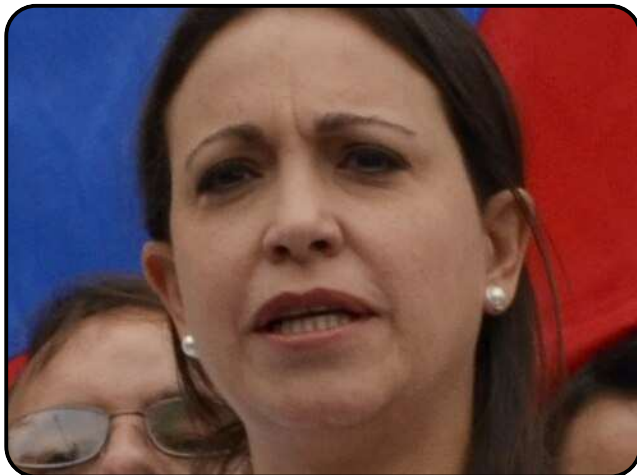


5 novembre 2024, Maputo

## Figures de proue et symboles du combat démocratique

Toute lutte politique s'incarne à travers des figures emblématiques. Au Venezuela, María Corina Machado est devenue le visage d'une opposition que le régime tente d'écraser : arrêtée arbitrairement en septembre 2024, elle incarne le prix du courage face à l'autoritarisme<sup>3</sup>.

Au Mozambique, Venâncio Mondlane, leader de l'opposition, a été contraint à l'exil après une tentative d'assassinat, mais a continué d'organiser la résistance depuis l'étranger. Son arrestation avortée en août 2024, lorsqu'il a été encerclé par les forces de sécurité lors d'un rassemblement à Matola, est devenue un symbole de la persécution des dissidents politiques<sup>4</sup>.



María Corina Machado durant une manifestation en 2014



Venâncio Mondlane, le 5 janvier 2024

Venezuela et Mozambique  
Quand les armes ont raison de la mobilisation populaire

## L'engagement citoyen dans la surveillance électorale et la documentation des abus

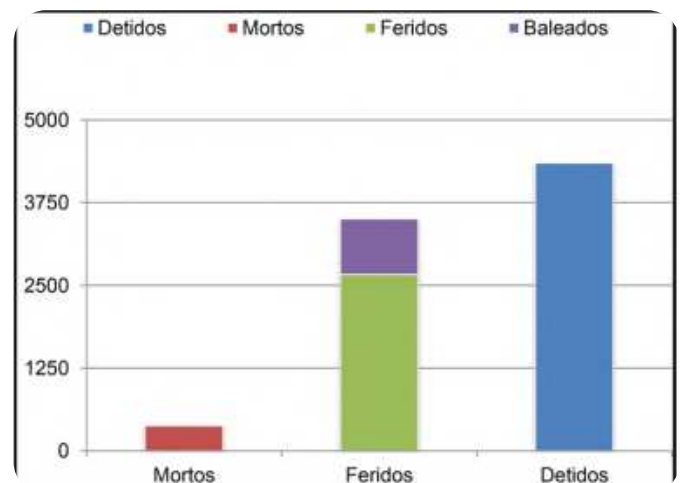
Dans ces environnements répressifs, la société civile joue un rôle crucial.

Au Mozambique, la plateforme Decide (Dignidade, Cidadania e Desenvolvimento) permet de documenter les fraudes électorales et les violations des droits de l'homme, offrant un contre-pouvoir numérique essentiel<sup>5</sup>, notamment lors des élections générales de 2019 et municipales de 2023. En 2019, Decide a recensé plus de 300 cas de fraudes électorales, incluant des bourrages d'urnes et des irrégularités dans les listes électorales, principalement dans les provinces de Zambézie et Sofala.

En 2023, ses observateurs ont couvert plus de 60 % des bureaux de vote de Maputo, permettant de comparer les résultats officiels avec ceux constatés localement. La plateforme a également documenté 42 cas d'intimidation ou d'arrestation de militants civiques durant le processus électoral de 2023, souvent liés à la publication de contenus critiques en ligne.



Logo de l'ONG Plataforma Decide



Extrait d'un rapport de l'ONG Plataforma Decide sur les répressions entre octobre 2024 et mars 2025

Au Venezuela, des ONG locales et internationales recensent méthodiquement les abus du régime, malgré les intimidations et les arrestations. L'ONG Foro Penal a recensé plus de 15 700 arrestations arbitraires à motivation politique entre 2014 et 2023, avec 286 à 319 personnes toujours détenues en août 2023. L'ONG Provea a publié plus de 50 rapports en cinq ans sur les violations des droits sociaux, notamment en matière de santé, d'éducation et d'accès aux services publics, fournissant une base de données essentielle pour la communauté internationale.

Après les élections, la communauté internationale s'est montrée divisée. Certains pays, comme les États-Unis, l'Argentine, le Salvador ou plusieurs membres de l'Union européenne, ont exprimé leur soutien à Edmundo González, qu'ils considèrent comme le président légitime. D'autres, en revanche — comme la Chine, la Russie ou l'Iran — ont refusé de reconnaître les irrégularités du scrutin et continuent d'entretenir des relations étroites avec le régime de Maduro.



Manifestations contre la réélection de Nicolás Maduro, 30 juillet 2024

## À L'ÉPREUVE DE LA FORCE

### *La brutalité de la répression : morts, disparus et prisonniers politiques*

Si la mobilisation populaire est exemplaire, la réponse des régimes en place est implacable. Au Mozambique, la répression a fait au moins 360 morts, selon l'ONG locale Plataforma Decide. Les forces de sécurité ont eu recours à des tirs à balles réelles contre des manifestants pacifiques, et de nombreux cas de disparitions forcées ont été signalés. Plusieurs activistes arrêtés ont été retrouvés morts dans des circonstances suspectes, laissant craindre des exécutions extrajudiciaires.

Au Venezuela, 24 manifestants ont été tués entre juillet et décembre 2024, 3 personnes sont mortes en prison, et plus de 2000 personnes ont été arrêtées. Les forces de sécurité ont fait usage de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et parfois de balles réelles pour disperser les foules. Les jours précédant l'investiture de Nicolás Maduro ont vu se multiplier les persécutions ciblées contre les familles des figures principales de l'opposition.

Des vidéos diffusées par des ONG montrent des policiers frappant violemment des manifestants à terre, tandis que des témoignages dénoncent l'usage de la torture dans les prisons pour faire avouer des crimes fictifs aux militants de l'opposition.



Les forces de police tirent sur les manifestants au Venezuela en juillet 2024

### *Des processus électoraux biaisés et l'exclusion des opposants*

Le vernis démocratique que cherchent à maintenir ces régimes ne trompe personne. Les élections, loin d'être des instruments d'alternance, sont devenues des simulacres légitimant la continuité du pouvoir. Au Mozambique, Venâncio Mondlane n'a même pas été convié aux consultations officielles de mars 2025 qui prévoient une révision de la Constitution, démontrant l'exclusion systématique de l'opposition. Il a néanmoins finalement rencontré le président afin d'amorcer un accord mettant fin aux violences, fin mars 2025.

Les deux figures de proue de l'opposition, María Corina Machado et Edmundo González, vivent dans la clandestinité, visés par des accusations d'« incitation à l'insurrection » ou d'« association de malfaiteurs ». Les arrestations massives sont légitimées par des lois sujettes à interprétation contre le « fascisme » ou la « haine » pour menacer les ONG, museler les médias critiques et justifier la répression. Les détenus font face à des accusations graves, de « terrorisme » ou d'« incitation à la haine », passibles de lourdes peines de prison. Certains militants ont été envoyés dans des prisons connues pour leurs conditions inhumaines, où la torture et les mauvais traitements sont monnaie courante.



Photo extraite d'un rapport de l'ONG Plataforma Decide sur les manifestations entre octobre 2024 et mars 2025

## CONCLUSION

Le Venezuela et le Mozambique illustrent l'impasse dans laquelle peuvent s'enliser les luttes démocratiques lorsqu'elles se heurtent à des régimes autoritaires impitoyables et à une absence de soutien extérieur déterminant. Si la mobilisation populaire force l'admiration, elle ne résiste pas à l'usage impuni de la force par les régimes autoritaires, et semble condamnée à s'épuiser sans une pression internationale accrue et une stratégie plus efficace pour faire plier le pouvoir en place. Ils ont beau avoir avec eux le peuple, les symboles, la documentation des violations des droits de l'homme, le soutien de principe de la communauté internationale, ils ne peuvent percer le mur de la répression violente qui leur est opposé.

Quelle leçon en tirer? L'histoire récente montre que les transitions démocratiques réussies rencontrent souvent un point de bascule : la question demeure de savoir comment l'atteindre dans ces deux pays, où la répression, l'exclusion politique et l'inaction internationale laissent peu d'espace à l'espoir, et posent la question de l'efficacité des modes d'opposition pacifiques.

## Sources

- Human Rights Watch, Mozambique : Violente répression de manifestations post-électorales, 29 octobre 2024
- Foro Penal, Reporte sobre la represión en Venezuela, año 2024, 24 février 2025
- *Le Monde*, Au Venezuela, l'opposition à Maduro bâillonnée, l'ex-candidat à la présidentielle Edmundo González quitte le pays, 8 septembre 2024
- *Le Monde*, « Au Mozambique, les troubles électoraux se sont transformés en contestation du régime », 27 décembre 2024
- *Le Monde*, Au Mozambique, le président s'est entretenu avec son principal opposant après des mois de violences post-électorales, 25 mars 2025
- Conflictividad Social en Venezuela en 2024, 6 février 2025
- Amnesty international, Mozambique. Il faut enquêter sur les informations faisant état de plus de 300 homicides illégaux commis dans le cadre de la répression de manifestations post-électorales, 27 février 2025